

## CONSEIL MUNICIPAL DU 9 janvier 2004

**20 présents, trois excusés, dont deux pouvoirs. Un conseiller s'absente entre les points 2 à 6 inclus.**

### 0. PV du 6 novembre

Adopté à l'unanimité

#### 1. Tarifs publics

Le Maire informe l'assemblée que les tarifs publics n'ont pas évolué depuis 2002. Le bureau municipal propose de réactualiser les tarifs publics (hors cantine scolaire). Le document est présenté en annexe.

Le Maire propose au conseil de procéder au vote en deux parties, une première concernant l'intégralité des propositions à l'exclusion de la deuxième partie : garderie scolaire et transports scolaires. Le conseil municipal, après en avoir délibéré se prononce à l'unanimité (22 pour) pour le premier point et adopte à la majorité (18 pour, 2 contre) les propositions concernant la garderie et les transports scolaires. ( *annexe 1* )

#### 2. Projet Réhabilitation Georges Le Bail – modification du plan de financement

Le Maire rappelle au conseil municipal le financement du projet de réhabilitation et précise qu'il pourrait être revu, du fait notamment des fonds européens qui se raréfient. Une modification de la présentation du projet pourrait permettre d'organiser deux phases de travaux en 2003-2004 et 2004-2005, ce qui permettrait de présenter un dossier de subvention, deux années de suite, au titre de la DGE (Dotation Globale d'Equipement) auprès de la Préfecture. La commune a obtenu pour 2003, 20 % de la dépense subventionnable (185 000 €), soit 37 000 €. Aujourd'hui, les critères d'obtention ont évolué, le plafond n'existe plus et si le dossier est retenu, il obtient entre 20 et 50 % de subvention.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (21 pour), approuve le nouveau plan de financement tel que présenté et autorise le Maire à présenter le dossier au titre de la DGE 2004. Le document est présenté en annexe ( *annexe 2* ).

#### 3. Tableau de classement de la voirie communale

Jean-Bernard Yannic, adjoint aux travaux, rend compte du déroulement de l'enquête publique qui s'est déroulée du 1<sup>er</sup> au 17 décembre concernant le classement unique de la voirie communale et donne lecture des observations consignées au registre d'enquête et des quelques remarques rédigées par le commissaire enquêteur, qui sur le fond, ne peuvent s'opposer au projet de classement.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (21 pour), adopte les dispositions du projet de classement dans le réseau des voies communales conformément aux tableaux de classement.

#### 4. Assainissement : Décision modificative

Le Maire expose la situation du budget Assainissement, pour lequel il y a un dépassement de crédit de 2 168.28 € au compte 16, *emprunts et dettes assimilées*. Le Maire propose au conseil de procéder à une décision modificative dans la section investissement pour permettre le mandatement du remboursement des emprunts :

##### Section Investissement :

Dépenses 16, emprunts et dettes assimilés + 2 226.00 €  
Soit 59 192 + 2 226 = 61 408 €

Dépenses 023, immobilisation en cours, construction - 2 226.00 €  
Soit 229 026 – 2 226 = 226 800 €

Les équilibres budgétaires restent inchangés.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (21 pour), adopte la décision modificative telle que présentée.

#### 5. Contrat de dératisation

Le Maire informe le conseil municipal que le contrat de dératisation arrive à son terme. Deux structures nous ont fait des propositions, le Maire propose de s'orienter vers un contrat de 3 ans. La proposition la plus intéressante est celle de SHEF 2000, pour un passage en dératisation dans les exploitations agricoles en activité, les lieux publics susceptibles d'abriter des rats, les particuliers inscrits en Mairie, la prestation annuelle comprenant la fourniture de 40 kg de produit souricide-raticide en sachets de 500 g. Le montant s'élève à 1 482 € HT.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (21 pour) autorise la Maire à signer le contrat de dératisation pour 3 ans dans les conditions précitées.

#### 6. Attribution d'une subvention

Le Maire rappelle que le week-end de prévention qui s'est déroulé à Plozévet les 28 et 29 novembre dernier, a été organisé par l'Ulamir, en collaboration avec la Commune. Les frais ont été supportés par l'Ulamir, le Maire propose d'attribuer une subvention pour équilibrer le budget.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (21 pour), approuve la proposition d'attribution d'une subvention de 200 €uros à l'Ulamir.

## 7. Tableau des effectifs du personnel communal

### 7.1. Adjoint administratif 1<sup>ère</sup> classe

Le Maire propose, conformément au souhait du bureau municipal, pour qu'un agent puisse faire valoir ses droits à progression de carrière, de créer un poste d'adjoint administratif 1<sup>ère</sup> classe en substitution au poste d'adjoint administratif 2<sup>ème</sup> classe, le 1<sup>er</sup> jour du mois suivant notification de la commission administrative.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (22 pour), autorise le Maire à créer le poste en question.

### 7.2. Attaché

Le Maire propose au conseil, de renouveler pour un an, le contrat d'attaché (secrétariat général) qui arrive à échéance le 1<sup>er</sup> février prochain, sous les mêmes conditions.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (22 pour), autorise le Maire à signer le contrat tel qu'indiqué.

## 8. Amendement pour la gratuité des voies express

Le bureau municipal propose au conseil municipal d'adopter la motion suivante :

*Le conseil municipal s'inquiète de l'amendement entériné par le Sénat le 4 novembre 2003, visant à autoriser l'institution de péages sur les voies express.*

*Parce que le Finistère, par sa situation géographique, serait particulièrement pénalisé par une telle taxation : alors que le TGV Bretagne-Pays de la Loire n'est encore qu'un projet, les voies express constituent aujourd'hui « le poumon » de notre économie.*

*Parce que c'est l'équilibre même de nos collectivités qui en serait bouleversé : les flux migratoires quotidiens conduisent de plus en plus les habitants de nos communes à utiliser les voies express pour se rendre à leur travail.*

*Parce que l'ouverture prochaine de l'Europe aux Pays de l'Est aura déjà pour conséquence d'accentuer la situation de « terminus » de notre Département, relégué à « la fin de la terre » et loin du cœur Européen.*

*Les conseillers municipaux considèrent que la gratuité de circulation est une donnée essentielle de l'Aménagement du Territoire en Finistère, y renoncer serait un terrible retour en arrière.*

Le conseil municipal de Plozévet (22 pour) demande en conséquence l'abandon définitif de ce projet.

## 9. Subvention exceptionnelle

Le Maire fait lecture de la demande de subvention exceptionnelle du Secours Populaire pour venir en aide aux victimes du violent tremblement de terre qui a frappé le Sud-Est de l'Iran, faisant plus de 22 000 morts, 50 000 blessés et 40 000 familles sans abris. Le bureau vous propose d'octroyer 150 € en subvention exceptionnelle.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (22 pour), approuve la proposition d'attribution d'une subvention de 150 €uros au Secours Populaire.

## 10. Travaux de voirie à Stang Vihan

Le Maire précise à l'Assemblée, qu'il avait été convenu avec les deux propriétaires des logements sociaux de Stang Vihan (Espacil et Habitat 29) de procéder à des travaux d'aménagement des espaces extérieurs. D'un commun accord la Commune prenait en charge la moitié des travaux correspondant à la voirie, le reste respectivement aux Sociétés HLM, qui nous ont donné leur accord pour harmoniser les entrées locatives. Les Travaux ont été réalisés et la Trésorerie nous demande de bien vouloir délibérer pour formaliser les accords.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (22 pour), autorise le Maire à demander le remboursement de la moitié des travaux aux deux sociétés HLM.

## 11. L'ADSL à Plozévet

Le Maire informe les conseillers du projet du collège de Plozévet, qui souhaite obtenir une liaison satellite Internet, pour mener correctement l'expérimentation du cartable électronique. Tous les parents d'enfants scolarisés sont susceptibles d'être intéressés au premier chef par un abonnement à Internet haut débit ; Le Maire informe également l'Assemblée du planning d'installation de l'ADSL sur le territoire de la Commune, aujourd'hui programmé dans le courant du 1<sup>er</sup> trimestre 2005.

Considérant que cette date ne correspond pas au souhait de la majorité de la population, le conseil municipal, après discussions et après en avoir délibéré (22 pour) propose de mener une pétition pour faire savoir aux instances en charge du dossier, le souhait de nombreux plozévétiens, particuliers ou professionnels.

## 12. Motion – Mise en place du RIF

Le Maire expose à l'Assemblée le dossier relatif au RIF, Registre International Français, qu'une proposition de loi vise à créer.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré (22 pour) considère que cette proposition de loi entre en contradiction avec les engagements pris suite aux différentes marées noires et qu'il s'agit d'une régression sociale entraînant une baisse de la qualification des équipages, que cette proposition constitue une menace pour les écoles maritimes et une menace pour l'emploi.

## **Informations diverses :**

- Foyer logement de Plozévet : situation financière du foyer logement, en difficulté pour réaliser les travaux nécessaires à une remise aux normes. Le conseil municipal assure tout son soutien au dossier.
- Journée Nationale du souvenir "Morts pour la France" : le Maire informe de la parution du décret qui fixe la journée nationale au 5 décembre, et après avoir discuté avec les associations représentatives, assure que la Commune continuera à participer à la journée du 19 mars en souvenir des combattants disparus.
- Ouverture du site Internet au public, remerciement à tous les bénévoles qui se sont investis dans le projet.
- Vœux du Maire : dimanche prochain, préparation et organisation de la salle, (remise de médailles).
- Points sur les dossiers : Eglise, Salle socioculturelle, Ecole Georges Le Bail, Place de la Mairie.
- SA Le Goff, règlement de la liquidation judiciaire: règlement de la totalité des sommes réclamées par la Trésorerie soit 15 961.26 €uros et règlement de la moitié des sommes réclamées à la Société Company Meuble du Bord soit 20 539.95 €uros. D'où un total de 36 501.21 €uros.
- pas de réunion de bureau lundi 12 janvier.
- Réunion AOCP – aménagement de la côte.
- comice agricole, sans doute le 4 septembre 2004.
- Réunions : Inter-assos le 30 janvier, Commissions travaux et environnement le 6 février, commission sociale le 13 janvier à 18 heures.

<b>Tarifs publics / Municipalité de Plozévet</b>	<b>Année 2002 (pour info)</b>	<b>Année 2004 Vote</b>
<b>Locations d'immeubles</b>		
Logement presbytère (par mois)	85,00 €	90,00 €
Logement + local de La Poste <small>Selon convention</small>	9 375,00 €	en 03 : 9
<b>Locations de matériel (Fêtes, manifestations ...)</b>		
Podium 10X10	260,00 €	260,00 €
Podium 8X8	185,00 €	185,00 €
Podium 6X6	150,00 €	150,00 €
Barrières (par unité et par jour)	1,55 €	1,55 €
Stands bâchés (par stand et par jour)	165,00 €	165,00 €
Chaises (par unité et par jour)	0,40 €	0,40 €
Vitrines d'expositions (1 unité / Forfait mensuel)	32,20 €	32,20 €
Grilles d'expositions (1 unité / Forfait mensuel)	3,10 €	3,10 €
<b>Cantine scolaire</b>		
Repas enfant (fixé CM 05-09-03)		2,15 €
Repas adulte (fixé CM 05-09-03)		3,94 €
<b>Garderie scolaire</b>		
Par jour et par enfant <small>Matin</small>	1,43 €	1,46 €
Par jour et par enfant <small>Soir</small>	1,70 €	1,74 €
Par jour et par enfant <small>Matin &amp; soir</small>	3,11 €	3,16 €
<b>Transports scolaires (par trimestre et par enfant)</b>		
Secteur Guiler-Confort-Mahalon	50,70 €	53,00
Secteur Plozévet	29,85 €	31,00
<b>Droits de stationnement (par place et par an)</b>		
Taxis	96,10 €	100,00 €
Commerçants non sédentaires	106,00 €	100,00 €
Commerçants non sédentaires + bornes électrique		150,00 €
<b>Droits de place</b>		
Véhicules d'exposition - vente occasionnelle	21,50 €	25,00 €
Cirque	43,00 €	50,00 €
<b>Assainissement CM 6-11-03</b>		
Raccordement réseau maison existante	601,00 €	563,00 €
Raccordement maison construite après	1 795,00 €	1 719,00 €
Abonnement (prime fixe annuelle)	21,00 €	22,79 €
Prix au m <sup>3</sup>	0,41 €	0,56 €
<b>Concessions au cimetière</b>		
30 ans simple	116,00 €	121,00 €
30 ans double	231,00 €	242,00 €
50 ans simple	232,00 €	242,00 €
50 ans double	332,00 €	348,00 €
<b>Columbarium</b>		
15 ans		700,00 €
<b>Jardin cinéraire</b>		
30 ans (1 à 4 urnes)	116,00 €	121,00 €
50 ans (1 à 4 urnes)	232,00 €	242,00 €
<b>Locations de salles municipales</b>		
Manifestations diverses (tarif extérieur)	21,50 €	25,00 €
Commerçants occasionnels	43,00 €	50,00 €
<b>Bibliothèque municipale</b>		
Carte annuelle (- de 18 ans)	3,40 €	3,40 €
Carte annuelle (adulte)	7,50 €	7,50 €
Tarif saisonnier	3,40 €	3,40 €
<i>Caution tarif saisonnier</i>	23,00 €	23,00 €

## Plan de financement du Réaménagement de l'Ecole Georges Le Bail

FINANCEMENT	MODALITES	MONTANT ESTIME DE LA ZONE CONCERNEE	Programmation 2003/2004	Programmation 2004/2005	PART DE MONTANT HT DE L'OPERATION	Montant
• EMPRUNT					23%	245 743,20 €
• AIDES DU CONSEIL GENERAL						144 857,00 €
• AIDE PORTANT SUR UNE MAISON DE L'ENFANCE ET LOCAUX SCOLAIRES	30 % du montant HT maison de l'enfance, aide plafonnée à 53 357,00 €	368 498,00 €	184 249,00 €	184 249,00 €	35%	53 357,00 €
• AIDE AU TITRE DE LA: MEDIATHEQUE PERISCOLAIRE	30 % du montant HT de la médiathèque, aide plafonnée à 61 000,00 €	368 498,00 €	184 249,00 €	184 249,00 €	35%	61 000,00 €
• AIDE PORTANT SUR LES LOCAUX A SOMMEIL	20 % du montant HT des chambres, aide plafonnée à 30 500,00 €	319 840,00 €	0,00 €	319 840,00 €	30%	30 500,00 €
• AIDE PORTANT SUR LES LOCAUX SCOLAIRES	15% des travaux, plafonnés à 15300,00 € par classe	0,00 €			0%	0,00 €
• AIDES DES FONDS EUROPEENS • FEOGA N5 SERVICES ESSENTIELS POUR LA POPULATION RURALE	25 % du montant HT plafonné à 1 ME	100%			25%	0,00 €
• AIDES DE LA REGION (NON CUMULABLE) • PRAT DE CORNOUAILLE DEVELOPPER LES STRUCTURES D'ACCUEIL DES ENFANTS	20 % du montant HT	100%			20%	211 367,20 €
• AIDES DE L'ETAT • Dotation globale d'équipement (DGE) • Aides de la DRAC portant sur la médiathèque	DGE 2004 DGE 2003 20 à 30 % du montant HT de la médiathèque dotée de personnel permanent	368 498,00 €			20%	454 868,60 € 344 169,00 € 37 000,00 € 73 699,60 €
TOTAL HT DES FINANCEMENTS EXTERIEURS						811 092,80 €
MONTANT HT DE L' OPERATION						1 056 836,00 €
• AUTRES RESSOURCES • Fonds de compensation de la TVA	15.2 % du montant TTC de l'opération					160 639,07 €